

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

F. 83 — 80

23 NOVEMBRE 1982. — Arrêté royal portant le statut pécuniaire des militaires des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical (1)

BAUDOIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 19 décembre 1980 relative aux droits pécuniaires des militaires;

Vu l'avis de la commission consultative du personnel des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique et de Notre Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, donné le 4 janvier 1982;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 4 janvier 1982;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

TITRE I. — Dispositions relatives au traitement

CHAPITRE Ier. — Des bénéficiaires

Article 1er. Les militaires des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical qui bénéficient d'un traitement sont soumis au présent arrêté.

CHAPITRE II. — De la fixation du traitement

Section 1re

Du traitement de base et des augmentations intercalaires

Art. 2. § 1er. Les échelles de traitement du militaire sont fixées par grade et dans certains cas, par catégorie, conformément à l'annexe A.

Les échelles sont réparties en deux groupes :

— le groupe 1, qui comprend les échelles attachées aux divers grades d'officier subalterne et d'officier supérieur, ainsi que les traitements à taux unique se rapportant aux grades d'officier général;

— le groupe 2, qui comprend les échelles attachées à tous les autres grades.

§ 2. L'équivalence des grades se détermine conformément à l'annexe C.

Art. 3. Le militaire nommé ou commissionné à un grade bénéficie du traitement minimum afférent à ce grade et des augmentations intercalaires acquises suivant les règles du présent arrêté.

Toutefois :

1° le traitement du candidat officier, nommé ou commissionné au grade d'adjudant, est fixé dans l'échelle du sergent;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 5 mai 1944, *Moniteur belge* du 1er septembre 1944.

Loi du 8 mai 1944, *Moniteur belge* du 1er septembre 1944.

Loi du 1er mars 1958, *Moniteur belge* du 16 janvier 1981.

Loi du 19 décembre 1980, *Moniteur belge* du 16 janvier 1981.

Arrêté royal du 29 juin 1973, *Moniteur belge* du 8 août 1973.

Arrêté royal du 7 octobre 1976, *Moniteur belge* du 11 décembre 1976.

Arrêté royal du 1er mars 1977, *Moniteur belge* du 19 avril 1977. Erratum : *Moniteur belge* du 9 juin 1977.

Arrêté royal du 26 septembre 1978, *Moniteur belge* du 25 octobre 1978.

Arrêté royal du 16 février 1979, *Moniteur belge* du 31 mars 1979. Erratum : *Moniteur belge* du 9 mai 1979.

Arrêté royal du 1er juillet 1980, *Moniteur belge* du 10 juillet 1980. Erratum : *Moniteur belge* du 7 août 1980.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N: 83 — 80

23 NOVEMBER 1982. — Koninklijk besluit houdende bezoldigingsregeling van de militairen van de land-, lucht- en zeemacht en van de medische dienst (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 19 december 1980 betreffende de geldelijke rechten van de militairen;

Gelet op het advies van de commissie van advies voor het personeel van de land-, lucht- en de zeemacht en van de medische dienst;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Openbaar Ambt en van Onze Staatssecretaris voor Openbaar Ambt, gegeven op 4 januari 1982;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 4 januari 1982;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

TITEL I. — Bepalingen betreffende de wedde

HOOFDSTUK I. — Over de begunstigden

Artikel 1. De militairen van de land-, lucht- en zeemacht en van de medische dienst die een wedde genieten, zijn onderworpen aan dit besluit.

HOOFDSTUK II. — Over de vaststelling van de wedde

Afdeling 1

Over de basiswedde en over de tussentijdse weddeverhogingen

Art. 2. § 1. De weddeschalen van de militair worden vastgesteld per graad en, in bepaalde gevallen, per categorie, overeenkomstig bijlage A.

De schalen worden in twee groepen verdeeld :

— groep 1, omvat de schalen die verbonden zijn aan de verschillende graden van lager officier en van hoofdofficier, evenals de wedden op basis van een enig bedrag die toepasselijk zijn op de graden van opperofficier;

— groep 2, omvat de schalen die verbonden zijn aan alle andere graden.

§ 2. De gelijkwaardigheid der graden wordt bepaald overeenkomstig bijlage C.

Art. 3. De in een graad benoemde of aangestelde militair geniet de aan die graad verbonden minimumwedde en de volgens de regels van dit besluit verkregen tussentijdse weddeverhogingen.

Nochtans :

1° wordt de wedde van de kandidaat-officier, benoemd of aangesteld in de graad van adjudant, vastgesteld in de weddeschaal van sergeant;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 mei 1944, *Belgisch Staatsblad* van 1 september 1944.

Wet van 8 mei 1944, *Belgisch Staatsblad* van 1 september 1944.

Wet van 1 maart 1958, *Belgisch Staatsblad* van 16 januari 1981.

Wet van 19 december 1980, *Belgisch Staatsblad* van 16 januari 1981.

Koninklijk besluit van 29 juni 1973, *Belgisch Staatsblad* van 8 augustus 1973.

Koninklijk besluit van 7 oktober 1976, *Belgisch Staatsblad* van 11 december 1976.

Koninklijk besluit van 1 maart 1977, *Belgisch Staatsblad* van 19 april 1977. Erratum : *Belgisch Staatsblad* van 9 juni 1977.

Koninklijk besluit van 26 september 1978, *Belgisch Staatsblad* van 25 oktober 1978.

Koninklijk besluit van 16 februari 1979, *Belgisch Staatsblad* van 31 maart 1979. Erratum : *Belgisch Staatsblad* van 9 mei 1979.

Koninklijk besluit van 1 juli 1980, *Belgisch Staatsblad* van 10 juli 1980. Erratum : *Belgisch Staatsblad* van 7 augustus 1980.

2° le traitement du sous-lieutenant élève est fixé selon une échelle propre; la nomination au grade de sous-lieutenant avec effet rétroactif n'ouvre pas le droit au paiement d'arriérés.

Art. 4. Le militaire commissionné pour exercer l'emploi d'un grade supérieur, conserve le traitement dont il bénéficiait avant cette commission.

En outre, pendant la durée de la commission, il a droit à une allocation égale à la différence entre le traitement correspondant au grade dont il exerce l'emploi et celui du grade auquel il est nommé ou commissionné.

Le présent article n'est pas applicable à l'emploi de général de brigade.

Art. 5. Entrent en compte pour l'octroi des augmentations intercalaires :

1° la totalité des services effectifs accomplis comme membre des forces armées :

a) à partir de l'âge de 18 ans pour le soldat, le caporal et le caporal-chef;

b) à partir de l'âge de 20 ans pour le sous-officier;

2° pour l'officier :

a) la totalité des services effectifs accomplis comme membre des forces armées à partir de l'âge de 24 ans dans un grade d'officier;

b) les deux tiers des services effectifs accomplis à partir de l'âge de 24 ans en qualité de membre des forces armées d'un rang au-dessous de celui d'officier;

3° pour le sous-lieutenant élève, la totalité des services effectifs accomplis comme sous-lieutenant élève à partir de l'âge de 21 ans.

Art. 6. § 1er. Sont également admissibles pour l'octroi des augmentations intercalaires, les services effectifs, au sens de l'article 15, 1° et 2°, de l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, que le militaire a accomplis à partir de l'âge fixé par catégorie dans les services, établissements, offices et centres définis à l'article 14 du même arrêté.

§ 2. Sont seuls classés dans le groupe 1, visé à l'article 2, § 1er, les services qui dans le statut pécuniaire du personnel des ministères sont classés dans le groupe B.

Tous les autres services sont classés dans le groupe 2.

Toutefois, tous les services accomplis en qualité d'officier de la Force publique du Congo belge ou du Ruanda-Urundi sont considérés comme des services du groupe 1.

§ 3. Pour l'application du § 1er, les périodes comptées en vertu des articles 5, 7 et 8, au titre de prestations effectuées en qualité de militaire ou y assimilées, ne sont pas prises en considération.

Art. 7. Pour le calcul des augmentations intercalaires, sont comptés comme service effectif :

1° le temps pendant lequel le militaire se trouve dans une position donnant droit au traitement entier ou à la solde entière;

2° le temps pendant lequel le militaire est mis à la disposition d'un autre département ministériel, détaché pour cause de mission officielle auprès d'une institution de droit international public, mis à la disposition de la coopération technique militaire ou utilisé dans un ministère ou dans un organisme d'intérêt public.

3° le temps passé, avant le 30 juin 1960, à la Force publique du Congo belge et, avant le 1er juillet 1962, à la Force publique du Ruanda-Urundi, y compris les périodes de congé statutaire accordées en vertu de ces services;

4° les périodes de service effectif accomplies au sein des forces armées alliées au cours de la guerre 1940-1945, pour autant que ces services soient reconnus comme service militaire par le Ministre de la Défense nationale;

5° pour le militaire qui a été autorisé à contracter un engagement ou un rengagement après le 3 septembre 1944, les services qu'il a accomplis à la gendarmerie, entre le 16 mai 1940 et le 3 septembre 1944, à la suite :

a) d'un engagement ou rengagement déclaré nul par application de l'article 1er, lettre C, de l'arrêté-loi du 5 mai 1944 relatif aux arrêtés pris et autres actes administratifs accomplis durant l'occupation ennemie, par les secrétaires généraux et par ceux qui ont exercé leurs fonctions;

2° wordt de wedde van de onderluitenant-leerling, vastgesteld volgens een eigen weddeschaal; de benoeming met terugwerkende kracht in de graad van onderluitenant geeft geen recht op nabetaling.

Art. 4. De militair aangesteld om het ambt van een hogere graad uit te oefenen, behoudt de wedde die hij vóór die aanstelling genoot.

Voor de duur van de aanstelling heeft hij bovendien recht op een toelage ten belope van het verschil tussen de wedde verbonden aan de graad waarvan hij het ambt uitoefent en de wedde van de graad waartoe hij is benoemd of waarin hij is aangesteld.

Dit artikel is niet van toepassing op het ambt van brigade-generaal.

Art. 5. Voor het toekennen van de tussentijdse weddeverhogingen komen in aanmerking :

1° het totaal van de werkelijke dienst, als lid van de krijgsmacht volbracht :

a) vanaf de leeftijd van 18 jaar voor de soldaat, de korporaal en de korporaal-chef;

b) vanaf de leeftijd van 20 jaar voor de onderofficier;

2° voor de officier :

a) het totaal van de werkelijke dienst die hij als lid van de krijgsmacht in een officiersgraad vanaf de leeftijd van 24 jaar heeft volbracht;

b) twee derde van de werkelijke dienst die hij vanaf de leeftijd van 24 jaar als lid van de krijgsmacht beneden de officiersrang heeft volbracht;

3° voor de onderluitenant-leerling, het totaal van de werkelijke dienst die hij als onderluitenant-leerling vanaf de leeftijd van 21 jaar heeft volbracht.

Art. 6. § 1. Voor de toekenning van de tussentijdse verhogingen, komt eveneens in aanmerking de werkelijke dienst, in de zin van artikel 15, 1° en 2°, van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries die de militair vanaf de per categorie bepaalde leeftijd heeft verricht in de diensten, inrichtingen en centra bepaald in artikel 14 van hetzelfde besluit.

§ 2. Enkel de dienst die in de bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries tot groep B behoort, wordt ondergebracht in de bij artikel 2, § 1, bedoelde groep 1.

De overige dienst wordt gerangschikt in groep 2.

Evenwel wordt de dienst, volbracht in de hoedanigheid van officier van de Weermacht van Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi, beschouwd als een dienst in groep 1.

§ 3. Voor de toepassing van § 1 worden de perioden, die overeenkomstig de artikelen 5, 7 en 8 aangerekend werden als prestaties volbracht in de hoedanigheid van militair of ermee gelijkgesteld, niet in aanmerking genomen.

Art. 7. Voor de berekening van de tussentijdse weddeverhogingen, worden als werkelijke dienst aangerekend :

1° de tijd gedurende welke de militair zich in een stand bevindt die recht geeft op de volle wedde of op volle soldij;

2° de tijd gedurende welke de militair ter beschikking van een ander ministerieel departement wordt gesteld, voor een officiële opdracht wordt afgedaald bij een volkenrechtelijke instelling ter beschikking wordt gesteld van de militaire technische samenwerking, of wordt gebezigd in een ministerie of in een instelling van openbaar nut;

3° de tijd, die vóór 30 juni 1960, bij de Weermacht van Belgisch-Congo en vóór 1 juli 1962 bij de Weermacht van Ruanda-Urundi werd volbracht, met inbegrip van de statutaire verlofperioden die krachtens deze dienst werden verleend;

4° de perioden van werkelijke dienst bij de geallieerde strijdkrachten tijdens de oorlog 1940-1945, voor zover deze dienst door de Minister van Landsverdediging als militaire dienst wordt erkend;

5° ten aanzien van de militair die na 3 september 1944 een dienstneming of een wederdienstneming heeft mogen aangaan, de dienst die hij tussen 16 mei 1940 en 3 september 1944 bij de rijkswacht heeft volbracht, ingevolge :

a) een dienst- of wederdienstneming, die nietig werd verklaard bij toepassing van artikel 1, letter C, van de besluitwet van 5 mei 1944, betreffende de besluiten genomen en andere bestuursakten verricht tijdens de vijandelijke bezetting, door de secretarissen-generaal en door degenen die hun functies hebben uitgeoefend;

b) d'un engagement ou rengagement rapporté par application de l'article 4 de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques.

Art. 8. § 1er. Par dérogation à l'article 5 sont également admissibles pour l'octroi des augmentations intercalaires :

1° les services militaires effectifs accomplis entre 18 et 21 ans, dans le groupe auquel il appartient, par l'officier nommé sous-lieutenant avant le 10 mai 1940;

2° les deux tiers des services effectifs que le militaire appartenant au groupe 1 et qui compte au moins un mois et au plus quatre ans de service dans ce groupe avant le 1er février 1949, a accomplis entre le 10 mai 1940 et le 8 mai 1945 et entre 21 et 24 ans, dans le groupe 2.

§ 2. Sont également admissibles pour l'octroi des augmentations intercalaires, les périodes situées entre le 10 mai 1940 et le 8 mai 1945, pendant lesquelles le militaire, sans avoir à l'époque la qualité de militaire en activité de service, a été :

- retenu en captivité comme prisonnier de guerre;
- interné ou incarcéré comme prisonnier politique;
- réfractaire au sens de l'arrêté-loi du 24 décembre 1946;

- déporté pour le travail obligatoire;
- membre de la résistance civile.

Bénéficie de cette mesure :

1° pour la durée de la période ou des périodes considérées, celui qui appartient au groupe 2 et qui compte au moins un mois de service effectif avant le 1er septembre 1955.

Toutefois, les périodes visées à l'alinéa précédent ne sont valorisées qu'à partir de l'âge fixé par catégorie par l'article 5, 1° du présent arrêté;

2° pour une durée égale aux deux tiers de la durée de la période ou des périodes considérées, celui qui appartient au groupe 1 et qui compte au moins un mois de service dans ce groupe avant le 1er septembre 1955. Toutefois, les périodes visées à l'alinéa précédent ne sont valorisées qu'à partir de l'âge fixé pour l'officier par l'article 5, 2° du présent arrêté.

§ 3. Pour l'application du § 1er, 2°, et du § 2, les périodes déjà admises pour l'attribution de bonifications d'ancienneté à titre d'invalides de guerre ne sont pas prises en considération.

Art. 9. § 1er. Les augmentations intercalaires, annuelles ou biennales sont allouées respectivement à l'expiration de la période d'une ou de deux années de services admissibles.

§ 2. Les services admissibles ne se comptent que par mois du calendrier; ceux qui ne couvrent pas tout le mois sont négligés.

Lorsque les services qui entrent en compte pour l'octroi des augmentations intercalaires ne sont supportés que pour les deux tiers, toute fraction de mois résultant de la division est comptée pour un mois.

Section 2. — Des clauses de sauvegarde

Art. 10. Par dérogation à l'article 3 :

1° le traitement alloué à un militaire qui accède à un grade supérieur ne peut être, à aucun moment, inférieur à celui dont il eût bénéficié dans son dernier grade;

2° le traitement alloué à un officier du cadre de complément, admis dans ce cadre avec le grade dont il était revêtu dans le cadre temporaire ou le cadre auxiliaire, ne peut être inférieur à celui dont il bénéficiait, selon le cas, en qualité d'officier temporaire ou auxiliaire. Le cas échéant, il conserve ce traitement jusqu'à ce qu'il obtienne un traitement égal ou supérieur dans son nouveau cadre;

3° le traitement alloué à un militaire qui, sans que son grade soit modifié, passe dans une autre catégorie du groupe auquel il est rattaché, ne peut être inférieur à celui dont il bénéficiait dans la catégorie délaissée.

Art. 11. En cas de modification du présent statut pécuniaire, tout traitement est fixé comme si la disposition nouvelle avait toujours existé.

Si le traitement ainsi fixé est inférieur à celui dont le militaire bénéficiait à l'entrée en vigueur de l'arrêté modificatif, il conserve le traitement le plus élevé jusqu'à ce qu'il obtienne un traitement égal ou supérieur.

b) een dienst- of wederdienstneming, ingetrokken bij toepassing van artikel 4 van de besluitwet van 8 mei 1944 betreffende de openbare ambten.

Art. 8. § 1. In afwijking van artikel 5 kunnen eveneens in aanmerking worden genomen voor de toekenning van de tussentijdse weddeverhogingen :

1° de werkelijke militaire dienst tussen 18 en 21 jaar in zijn groep volbracht door de officier die vóór 10 mei 1940 tot onderluitenant werd benoemd;

2° twee derde van de werkelijke dienst die tussen 10 mei 1940 en 8 mei 1945, tussen 21 en 24 jaar, in de groep 2, werd volbracht door de tot de groep 1 behorende militair, die in laatstgenoemde groep vóór 1 februari 1949 ten minste één maand en ten hoogste vier jaar dienst telt.

§ 2. Worden eveneens in aanmerking genomen voor de toekenning van de tussentijdse weddeverhogingen, de perioden tussen 10 mei 1940 en 8 mei 1945, gedurende welke, de militair, zonder in die perioden de hoedanigheid van militair in werkelijke dienst te bezitten :

- krijgsgevangene is geweest;
- geïnterneerd of opgesloten is geweest als politiek gevangene;
- werkweigeraar na de zin van de besluitwet van 24 december 1946 is geweest;
- weggevoerde is geweest voor de verplichte arbeid;
- burgerlijk verzetsman is geweest.

Geniet deze maatregel :

1° voor de ganse duur van de periode of beschouwde perioden, degene die tot de groep 2 behoort en die vóór 1 september 1955 minstens één maand werkelijke dienst telt.

De perioden bedoeld in vorig lid worden echter slechts in aanmerking genomen vanaf de per categorie bepaalde leeftijd bij artikel 5, 1° van dit besluit;

2° voor twee derde van de duur van de periode of beschouwde perioden, degene die tot weddegroep 1 behoort en die vóór 1 september 1955 minstens één maand dienst telt in deze groep. De perioden bedoeld in vorig lid worden echter slechts in aanmerking genomen vanaf de leeftijd bepaald voor de officier bij artikel 5, 2° van dit besluit.

§ 3. Voor de toepassing van § 1, 2°, en van § 2, worden de perioden die reeds werden aangerekend voor de toekenning van de anciënniteitsbijslag aan de oorlogsinvaliden, niet in aanmerking genomen.

Art. 9. § 1. De tussentijdse weddeverhogingen, jaarlijkse of tweejaarlijkse, worden respectievelijk toegekend na elke periode van één of twee jaar in aanmerking komende dienst.

§ 2. De in aanmerking komende dienst wordt slechts per kalendermaand berekend; die welke geen volle maand bedraagt wordt niet meegeteld.

Wanneer de dienst, die in aanmerking wordt genomen voor de toekenning van de tussentijdse weddeverhogingen, slechts voor twee derde moet worden aangerekend, wordt elk overblijvend maandgedeelte voor één maand geteld.

Afdeling 2. — Over de beschermingsmaatregelen

Art. 10. In afwijking van artikel 3 :

1° de wedde toegekend aan een militair die tot een hogere graad wordt toegelaten mag op geen enkel ogenblik lager zijn dan die welke hij zou genieten hebben in zijn vorige graad;

2° de wedde toegekend aan een officier van het aanvullingskader, toegelaten in dit kader met de graad waarmee hij bekleed was in het tijdelijk- of het hulpkader, mag niet lager zijn, dan die welke hij, naar gelang van het geval, genoot in hoedanigheid van tijdelijk- of hulpofficier. In voorkomend geval behoudt hij die wedde tot hij in zijn nieuw kader een gelijke of hogere wedde ontvangt;

3° de wedde toegekend aan een militair die, zonder wijziging van zijn graad, overgaat naar een andere categorie van de groep waartoe hij behoort, mag niet lager zijn dan die welke hij genoot in de verlaten categorie.

Art. 11. In geval deze bezoldigingsregeling wordt gewijzigd, wordt elke wedde vastgesteld alsof de nieuwe bepaling steeds had bestaan.

Indien de aldus vastgestelde wedde lager is dan die welke de militair genoot bij het in werking treden van het wijzigingsbesluit, behoudt hij de hoogste wedde tot dat hij een gelijke of een hogere wedde ontvangt.

Section 3. — Des bonifications de traitement

Art. 12. § 1er. Bénéficie d'une bonification de traitement fixée à :

- deux fois la pénultième augmentation intercalaire de l'échelle de son grade, s'il est officier subalterne;
- une fois la pénultième augmentation intercalaire de l'échelle de son grade, s'il est officier supérieur;

l'officier :

- porteur du brevet d'état-major ou du titre de brevets supérieur d'état-major;
- porteur du brevet d'administrateur militaire ou d'intendant;
- ingénieur du matériel militaire;
- qui, au 20 août 1976, était porteur du brevet d'ingénieur des fabrications militaires.

§ 2. Le traitement de l'officier subalterne peut dépasser le maximum barémique de l'échelle du grade du montant égal à la bonification.

Le traitement de l'officier supérieur ne peut en aucun cas dépasser le maximum barémique de l'échelle du grade.

§ 3. Le bénéfice de la bonification prévue au § 1er ne peut être attribué que pour un seul brevet.

Section 4. — Du traitement minimum garanti

Art. 13. § 1er. Par dérogation à l'article 3, le traitement annuel, en ce compris les bonifications de traitement prévues à l'article 12, à allouer à certains officiers ne peut être inférieur aux montants figurant à l'annexe B.

Il s'agit :

1° de l'officier du corps des médecins, des vétérinaires, des pharmaciens ou des dentistes qui est, au moment de son engagement ou rengagement comme candidat officier de ces corps, titulaire du diplôme de docteur en médecine, chirurgie et accouchement, de docteur en médecine vétérinaire, de pharmacien ou de licencié en sciences dentaires.

2° de l'officier de réserve qui effectue, en temps de paix, un rappel prévu par les articles 62 et 63, § 2 de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical, ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical;

3° de l'officier commissionné au titre auxiliaire.

§ 2. Les montants prévus au § 1er sont accordés jusqu'au moment où l'intéressé obtient normalement un traitement égal ou supérieur par application du présent arrêté.

Art. 14. § 1er. Le traitement du militaire rengagé pour une durée inférieure à un an prenant cours à l'expiration du terme de service actif de milicien est fixée à 45 pourcent du montant minimum de l'échelle du grade.

Cette disposition ne s'applique pas au militaire dont le rengagement s'effectue dans les unités paracommandos.

§ 2. L'article 15 n'est pas applicable au traitement prévu au § 1er.

Section 5. — De la réduction de traitement

Art. 15. Pour le militaire âgé de moins de 18 ans, le traitement minimum est amputé d'une somme dont le montant annuel est fixé dans le tableau ci-après :

Catégorie	Réduction
Soldat et caporal	6 360
Sous-officier	9 540

CHAPITRE III. — De la rétribution garantie

Art. 16. Les dispositions du présent chapitre sont applicables aux militaires visés à l'article 1er à l'exclusion des militaires d'un rang au-dessous de celui d'officier qui servent à la faveur d'un rengagement d'une durée inférieure à un an prenant cours à l'expiration du terme de service actif de milicien.

Art. 17. § 1er. Pour l'application du présent chapitre il faut entendre par « rétribution », le traitement augmenté des allocations mentionnées ci-après :

- 1° l'allocation de foyer ou de résidence;
- 2° l'allocation pour charges militaires;

Afdeling 3. — Over de weddeverhogingen

Art. 12. § 1. Geniet een weddeverhoging vastgesteld op :

- tweemaal de voorlaatste tussentijdse weddeverhoging van de weddeschaal van de graad als hij lager officier is;
- éénmaal de voorlaatste tussentijdse weddeverhoging van de weddeschaal van de graad als hij hoofdofficier is;

de officier :

- houder van het stafbrevet of die de titel voert van het hogere stafbrevet;
- houder van het brevet van militair administrateur of van intendant;
- ingenieur van het militair materieel;
- die op 20 augustus 1976 houder was van het brevet van ingenieur der militaire fabrieken.

§ 2. De wedde van de lagere officier mag het maximum van de weddeschaal van de graad overschrijden met het bedrag dat overeenstemt met de weddeverhoging.

De wedde van de hoofdofficier mag in geen geval het maximum van de weddeschaal van de graad overschrijden.

§ 3. Het genot van de weddeverhoging bepaald bij § 1, mag slechts worden toegekend voor één brevet.

Afdeling 4. — Over de gewaarborgde minimumwedde

Art. 13. § 1. In afwijking van artikel 3, mag de jaarwedde, die aan sommige officieren wordt toegekend, met inbegrip van de bij artikel 12 bedoelde weddeverhogingen, niet minder zijn dan de bedragen die voorkomen op bijlage B.

Het gaat om :

1° de officier van het korps van de geneesheren, van de dierenartsen, van de apothekers of van de tandartsen, die, op het ogenblik van zijn dienstneming of wederdienstneming als kandidaat-officier van die korpsen, respectievelijk houder is van het diploma van doctor in de genees-, heel- en verloskunde, van doctor in de veeartsenijkunde, van apotheker of van licentiaat in de tandheelkunde;

2° de reserveofficier die in vredetijd een wederoproeping volbrengt bedoeld bij de artikelen 62 en 63, § 2, van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps-officieren van de land-, de lucht-, de zeemacht en de medische dienst en der reserve-officieren van alle krijgsmachtdelen en van de medische dienst;

3° de als hulp personeel aangestelde officier.

§ 2. De bedragen bedoeld in § 1, worden toegekend totdat de belanghebbende, bij toepassing van dit besluit, normaal een gelijke of een hogere wedde ontvangt.

Art. 14. § 1. De wedde van de militair die een weddienstneming van minder dan een jaar heeft aangegaan, ingaande bij het verstrijken van de werkelijke diensttermijn als dienstplichtige, wordt vastgesteld op 45 pct. van het minimumbedrag van de aan de graad verbonden weddeschaal.

Deze bepaling geldt niet voor de militair die zijn wederdienstneming bij de paracommando-eenheden volbrengt.

§ 2. Artikel 15 is niet van toepassing op de in § 1 bedoelde wedde.

Afdeling 5. — Over de weddevermindering

Art. 15. Ten aanzien van de militair die de leeftijd van 18 jaar nog niet heeft bereikt, wordt de minimumwedde verminderd met een bedrag, waarvan het jaarbedrag in onderstaande tabel wordt vastgesteld :

Categorie	Vermindering
Soldaat en korporaal	6 360
Onderofficier	9 540

HOOFDSTUK III. — Over de gewaarborgde bezoldiging

Art. 16. De bepalingen van dit hoofdstuk zijn van toepassing op de in artikel 1 bedoelde militairen, met uitzondering van de militairen beneden de officiersrang die dienen aan de hand van een wederdienstneming van minder dan één jaar en ingaande bij het verstrijken van de werkelijke diensttermijn van dienstplichtige.

Art. 17. § 1. Voor de toepassing van dit hoofdstuk moet onder « bezoldiging » worden verstaan, de wedde vermeerderd met de hiernavermelde toelagen

- 1° de huur- of standplaats-toelage;
- 2° de toelage voor militaire lasten;

3° l'allocation de logement ou la valeur du logement fourni gratuitement par l'Etat en Belgique;

4° l'allocation accordée aux militaires ayant reçu l'instruction de parachutiste.

§ 2. N'interviennent pas dans la détermination de la « rétribution » :

- 1° les indemnités et allocations qui couvrent des charges réelles;
- 2° les allocations familiales et leurs suppléments mensuels.

Art. 18. La rétribution annuelle du militaire ayant atteint l'âge de 21 ans n'est, pour des prestations complètes, jamais inférieure :

— à 153 900 francs, si, en matière de sécurité sociale, l'intéressé est soumis au régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, secteur des soins de santé;

— à 150 900 francs, dans les autres cas.

Art. 19. La différence entre la rétribution annuelle visée à l'article 18 et celle qui reviendrait normalement au militaire, lui est octroyée sous la forme d'un supplément de traitement et incorporée à son traitement.

Le supplément de traitement visé à l'alinéa premier est réduit éventuellement dans la même mesure que le traitement du mois auquel il se rapporte.

CHAPITRE IV. — Du paiement du traitement

Art. 20. § 1er. Le traitement du militaire est payé mensuellement et par anticipation, à raison d'un douzième du traitement annuel.

Toutefois, le traitement est payé à terme échu au militaire qui effectue des rappels résultant de ses obligations militaires en temps de paix, sous réserve des avances sur traitement qui pourraient être octroyées.

§ 2. Toute modification dans la situation d'un militaire, à une date autre que le premier jour d'un mois, qui entraîne l'attribution d'une autre échelle de traitement, ne produit ses effets que le premier jour du mois suivant.

§ 3. Lorsque le traitement du militaire dépend de son âge, est pris en considération l'âge du militaire au premier jour du mois.

Art. 21. Le militaire mis à la disposition d'un autre département ministériel ou détaché pour cause de mission officielle auprès d'une institution de droit international public cesse d'émarguer au budget de la Défense nationale pendant la période de mise à la disposition de cet autre département ou pour la durée de sa mission officielle.

Toutefois, le Ministre de la Défense nationale peut dans des cas particuliers, déroger à la règle de l'alinéa 1er.

Art. 22. § 1er. Lorsque le traitement du mois n'est pas dû entièrement, il est fractionné en trentièmes.

Si le nombre réel des journées payables est égal ou inférieur à quinze, le nombre des trentièmes dus est égal au nombre réel des journées payables.

Si le nombre réel des journées payables est supérieur à quinze, le nombre des trentièmes dus est égal à la différence entre trente et le nombre réel des journées non payables.

§ 2. Lorsqu'un militaire décède, ni le traitement du mois en cours, ni les avances consenties en vertu de l'article 20, § 1er, alinéa 2, ne sont sujets à répétition.

TITRE II. — Dispositions relatives aux allocations

CHAPITRE I. — De l'allocation de foyer ou de résidence

Art. 23. Le militaire qui perçoit la totalité du traitement, bénéficie d'une allocation de foyer ou de résidence aux taux et conditions fixés pour l'octroi d'une allocation de foyer ou de résidence au personnel des ministères.

CHAPITRE II. — De l'allocation de sélectionné

Art. 24. § 1er. Une allocation dite de sélectionné est accordée aux adjudants et aux capitaines-commandants dans les conditions prévues au présent article.

3° de toelage voor huisvesting of de waarde van de door de Staat in België kosteloos geleverde huisvesting;

4° de toelage aan militairen die de opleiding tot parachutist hebben ontvangen.

§ 2. Voor de vaststelling van de « bezoldiging » komen niet in aanmerking :

- 1° de vergoedingen en toelagen die werkelijke lasten dekken;
- 2° de kinderbijslagen en de maandelijkse supplementen daarvan.

Art. 18. De jaarbezoldiging van de militair die de leeftijd van 21 jaar bereikt heeft, bedraagt nooit, voor volledige prestaties, minder dan :

— 153 900 frank, indien de betrokkene, wat de sociale zekerheid betreft, onderworpen is aan de regeling inzake verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, sector geneeskundige verzorging;

— 150 900 frank in de andere gevallen.

Art. 19. Het verschil tussen de in artikel 18 bedoelde jaarbezoldiging en die waarop de militair normaal zou recht hebben, wordt hem toegekeend in de vorm van een weddebijslag en in zijn wedde opgenomen.

De in het eerste lid bedoelde weddebijslag wordt eventueel in dezelfde mate verminderd als de wedde van de maand waarop hij betrekking heeft.

HOOFDSTUK IV. — Over de betaling van de wedde

Art. 20. § 1. De wedde van de militair wordt maandelijks en vooruit betaald, ten bedrage van één twaalfde van de jaarwedde.

De wedde wordt evenwel na vervallen termijn betaald aan de militair die wederoproepingenvolbrengt ingevolge zijn militaire verplichtingen in vredetijd, onder voorbehoud van de weddevoorschotten die mochten zijn verleend.

§ 2. Iedere wijziging op een andere datum dan de eerste dag van een maand, in de toestand van een militair, waarbij een andere weddeschaal moet toegepast worden, heeft slechts uitwerking op de eerste dag van de volgende maand.

§ 3. Als de wedde van de militair afhankelijk is van zijn leeftijd, wordt de leeftijd van de militair op de eerste dag van de maand in aanmerking genomen.

Art. 21. De militair die ter beschikking van een ander ministerieel departement wordt gesteld, of die wegens officiële opdracht bij een volkenrechtelijke instelling wordt gedetacheerd, wordt niet meer op de begroting van Landsverdediging betaald gedurende de periode waarin hij ter beschikking van dit ander departement staat of tijdens zijn officiële opdracht.

De Minister van Landsverdediging kan evenwel in bijzondere gevallen van de regel van het eerste lid afwijken.

Art. 22. § 1. Wanneer de maandwedde niet volledig verschuldigd is, wordt zij in dertigsten verdeeld.

Bedraagt het werkelijk aantal te betalen dagen vijftien of minder dan is het aantal verschuldigde dertigsten gelijk aan het werkelijk aantal te betalen dagen.

Bedraagt het werkelijk aantal te betalen dagen meer dan vijftien, dan is het aantal verschuldigde dertigsten gelijk aan het verschil tussen dertig en het werkelijk aantal niet te betalen dagen.

§ 2. Wanneer een militair overlijdt worden noch de wedde van de lopende maand, noch de krachtens artikel 20, § 1, 2e lid, toegestane voorschotten teruggevorderd.

TITEL II. — Bepalingen betreffende de toelagen

HOOFDSTUK I. — Over de hard- of standplaatstoelage

Art. 23. De militair die de volle wedde ontvangt, geniet een hard- of een standplaatstoelage tegen de bedragen en onder de voorwaarden vastgesteld voor de toekenning van een hard- of een standplaatstoelage aan het personeel der ministeries.

HOOFDSTUK II. — Over de toelage voor geselecteerde

Art. 24. § 1. Een « toelage voor geselecteerde » wordt toegekeend aan de adjudanten en kapiteins-commandanten onder de voorwaarden bepaald in dit artikel.

§ 2. Les adjudants qui ont réussi le concours de qualification au grade d'adjudant-chef et qui n'ont pas été nommés à ce grade deux ans après les premières nominations consécutives à ce concours bénéficient d'une allocation fixée à 6 000 francs par an.

§ 3. Les capitaines-commandants qui ont réussi les épreuves légales d'accession au grade de major et qui n'ont pas été nommés à ce grade deux ans après les premières nominations consécutives à cet examen bénéficient d'une allocation fixée à 9 000 francs par an.

§ 4. L'allocation visée au présent article ne peut être cumulée avec l'allocation visée à l'article 4.

§ 5. L'allocation est due à partir du premier jour du mois qui suit les nominations visées au § 2 et au § 3 du présent article. Toutefois, si ces nominations ont lieu le premier jour d'un mois, elle est due à partir de ce jour.

L'allocation est réduite éventuellement dans la même mesure que le traitement du mois auquel elle se rapporte.

L'allocation cesse d'être due à partir du jour où le militaire bénéficie du traitement d'adjudant-chef ou de major.

CHAPITRE III

De l'allocation pour diplômes spéciaux

Art. 25. Une allocation pour diplômes spéciaux, d'un montant annuel de 31 500 francs, est accordée au sous-officier des cadres actifs infirmier, kinésithérapeute et physiothérapeute qui possède le diplôme A1 de la spécialité et qui occupe, au sein des forces armées, un emploi organique correspondant à une de ces qualifications.

Art. 26. L'allocation est due à partir du premier jour du mois qui suit l'affectation à l'emploi organique visé à l'article 25.

Toutefois, si cette affectation a lieu le premier jour d'un mois, l'allocation est due à partir de ce jour.

L'allocation est réduite éventuellement dans la même mesure que le traitement du mois auquel elle se rapporte.

L'allocation cesse d'être due à partir du premier jour du mois qui suit la cessation de l'affectation. Toutefois, si cette cessation a lieu le premier jour d'un mois, l'allocation cesse d'être due à partir du même jour.

CHAPITRE IV. — Du régime de mobilité

Art. 27. Pour l'application de l'article 5 de la loi du 19 décembre 1980 les montants des allocations visées au présent titre et celui visé à l'article 30 sont liés au régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des ministères.

CHAPITRE V. — Du paiement des allocations

Art. 28. Les allocations prévues au présent titre sont payées mensuellement, à concurrence d'un douzième du montant annuel, en même temps que le traitement du mois auquel elles se rapportent.

TITRE III. — Dispositions transitoires et finales

Art. 29. L'article 13, § 1er, 2°, est applicable à l'officier de réserve, à l'officier de la section belge de la Royal Navy et à l'officier de la marine de l'Etat, qui a été admis dans les cadres actifs pendant la période du 27 août 1939 au 31 décembre 1949.

Lorsqu'il est fait application de l'alinéa premier, les services admissibles pour l'octroi des augmentations intercalaires sont calculés à partir de la date de nomination au grade concerné.

Art. 30. Au sens du présent article, il faut entendre par :

1° traitement au 1er juillet 1980 : la rémunération diminuée des montants retenus, d'une part pour la pension des veuves et des orphelins et, d'autre part, pour la cotisation à l'assurance obligatoire pour soins de santé mais augmenté de l'allocation de foyer ou de résidence;

2° traitement au 1er juin 1980 : la rémunération déterminée au 1°, augmentée de l'allocation pour charges militaires.

§ 2. De adjudanten geslaagd voor het vergelijkend kwalificatie-examen voor de graad van adjudant-chef, die twee jaar na de eerste op dat examen volgende benoeming niet in de graad van adjudant-chef werden benoemd, genieten een toelage van 6 000 frank per jaar.

§ 3. De kapiteins-commandanten geslaagd voor de wettelijke examens voor de bevordering tot de graad van majoor die twee jaar na de eerste op die examens volgende benoemingen niet in de graad van majoor werden benoemd, genieten een toelage van 9 000 frank per jaar.

§ 4. De toelage bedoeld in dit artikel mag niet gecumuleerd worden met de toelage bedoeld bij artikel 4.

§ 5. De toelage is verschuldigd vanaf de eerste dag van de maand die op de bij § 2 en § 3 van dit artikel bepaalde benoemingen volgt. Indien deze benoemingen op de eerste dag van een maand plaatshebben, is zij evenwel verschuldigd vanaf deze dag.

De toelage wordt eventueel in dezelfde mate verminderd als de wedde van de maand waarop zij betrekking heeft.

De toelage is niet meer verschuldigd vanaf de dag waarop de militair de wedde van adjudant-chef of van majoor geniet.

HOOFDSTUK III

Over de toelage voor bijzondere diploma's

Art. 25. Een jaartoeelage voor bijzondere diploma's ten belope van 31 500 frank wordt toegekend aan de onderofficier van het actief kader, verpleger, heilgymnast en fysiotechnicus die houder is van het diploma A1 en die binnen de krijgsmacht, een organieke betrekking bekleedt, overeenstemmend met een van deze titels.

Art. 26. De toelage is verschuldigd vanaf de eerste dag van de maand die de aanduiding volgt voor de bij artikel 25 bepaalde organieke betrekking.

Indien deze aanduiding op de eerste dag van een maand plaatsheeft, is de toelage evenwel vanaf deze dag verschuldigd.

De toelage wordt eventueel in dezelfde mate verminderd als de wedde van de maand waarop zij betrekking heeft.

De toelage is niet meer verschuldigd vanaf de eerste dag van de maand die op het ophouden van de aanduiding volgt. Indien dit ophouden op de eerste dag van een maand plaatsheeft, is de toelage evenwel vanaf dezelfde dag niet meer verschuldigd.

HOOFDSTUK IV. — Over de mobiliteitsregeling

Art. 27. Voor de toepassing van artikel 5 van de wet van 19 december 1980 worden de bedragen van de toelagen bedoeld in deze titel en in artikel 30 gekoppeld aan de mobiliteitsregeling toepasselijk op de wedden van het personeel der ministeries.

HOOFDSTUK V. — Over de betaling van de toelagen

Art. 28. De in deze titel bepaalde toelagen worden maandelijks betaald, samen met de wedde van de maand waarop ze betrekking hebben, ten bedrage van één twaalfde van het jaarbedrag.

TITEL III. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 29. Artikel 13, § 1, 2°, is toepasselijk op de reserveofficier, op de officier van de Belgische afdeling van de Royal Navy en op de officier van de Staatsmarine, die gedurende de periode van 27 augustus 1939 tot 31 december 1949 in het actief kader was opgenomen.

Wanneer het eerste lid wordt toegepast op één in het voorgaande lid bedoelde officier, wordt de dienst die voor het verlenen van de tussentijdse weddeverhogingen in aanmerking komt, berekend vanaf de datum van benoeming in de betrokken graad.

Art. 30. In dit artikel wordt verstaan onder :

1° wedde per 1 juli 1980 : de beloning verminderd met de inhoudingen enerzijds, voor het weduwen- en wezenpensioen en, anderzijds, voor de bijdrage aan de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging, doch vermeerderd met de haard- of standplaatsbeloage;

2° wedde per 1 juni 1980 : de in 1° bepaalde beloning vermeerderd met de toelage voor militaire lasten.

A la suite de la suppression au 1er juillet 1980 de l'allocation pour charges militaires, le traitement dont bénéficie le militaire le 1er juillet 1980 ne peut être inférieur à celui dont il bénéficiait le 1er juin 1980. Le cas échéant, une allocation complémentaire est accordée au militaire jusqu'à la date à laquelle, sur base du présent arrêté et à l'exclusion de l'application du régime de mobilité, il perçoit un traitement égal ou supérieur.

Art. 31. § 1er. Une allocation pour charges militaires dont le montant est fixé à 20 200 francs est accordée à l'élève commissionné au grade de sous-lieutenant avant le 1er janvier 1980 ou au militaire qui a acquis, au plus tard le 1er janvier 1980, la qualité de candidat officier de carrière.

§ 2. L'allocation est due dans les mêmes conditions que le traitement; elle est réduite éventuellement dans la même mesure que le traitement du mois auquel elle se rapporte.

Art. 32. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 7 octobre 1976, portant le statut pécuniaire du personnel appointé des forces armées, modifié par les arrêtés royaux des 1er mars 1977, 28 septembre 1978, 16 février 1979 et 1er juillet 1980;

2° l'arrêté royal du 7 octobre 1976 accordant une rétribution garantie à certains membres du personnel appointé des forces armées en tant qu'il concerne les forces terrestre, aérienne et navale et le service médical;

3° l'arrêté ministériel du 10 novembre 1976 déterminant la classification des emplois de caporal en ce qui concerne les subdivisions des barèmes des traitements, modifié par l'arrêté ministériel du 9 août 1977.

Art. 33. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 34. Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 novembre 1982.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense nationale,

F. VREVEN

Le Ministre du Budget,

Ph. MAYSTADT

Door de opheffing van de toelage voor militaire lasten op 1 juli 1980, mag de wedde die de militair per 1 juli 1980 geniet, niet minder bedragen dan die welke hij op 1 juni 1980 geniet. In voorkomend geval wordt aan de militair een aanvullings-toelage toegekend tot op de datum waarop hij, op grond van dit besluit, met uitzondering van de toepassing inzake mobiliteitsregeling, een gelijke of hogere wedde ontvangt.

Art. 31. § 1. Een toelage voor militaire lasten waarvan het bedrag vastgesteld is op 20 200 frank wordt toegekend aan de leerling aangesteld in de graad van onderluitenant vóór 1 januari 1980 of voor de militair die ten laatste op 1 januari 1980 de hoedanigheid van kandidaat-beroeps-officier heeft verworven.

§ 2. De toelage is verschuldigd onder dezelfde voorwaarden als de wedde; zij wordt eventueel in dezelfde mate verminderd als de wedde van de maand waarop zij betrekking heeft.

Art. 32. Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 7 oktober 1976 houdende bezoldigingsregeling van het weddetrekkend personeel van de krijgsmacht, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 maart 1977, 28 september 1978, 16 februari 1979 en 1 juli 1980;

2° het koninklijk besluit van 7 oktober 1976 tot toekenning van een gewaarborgde bezoldiging aan sommige leden van het weddetrekkend personeel van de krijgsmacht, in zover het betrekking heeft op de land-, lucht- en zeemacht en op de medische dienst;

3° het ministerieel besluit van 10 november 1976 tot rangschikking van de ambten van korporaal wat de onderverdelingen van de weddeschalen betreft, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 9 augustus 1977.

Art. 33. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die waarin het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 34. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 november 1982.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,

F. VREVEN

De Minister van Begroting,

Ph. MAYSTADT

Bijlage A. — Annexe A

TABEL 1. — TABLEAU 1

Officieren van de land-, lucht- en zeemacht en de medische dienst. (Anderen dan degenen bedoeld in de tabellen 2, 3, 4 en 5)
Officiers des forces terrestre, aérienne, navale et du service médicale. (Autres que ceux visés aux tableaux 2, 3, 4 et 5)

	Minimumwedde	Maximumwedde	Tussentijdse verhogingen
	Traitement minimum	Traitement maximum	Augmentations intercalaires
Onderluitenant leerling	191 754	291 606	2 ^e × 8 904
Sous-lieutenant élève			6 ^e × 13 674
Onderluitenant	273 480	436 932	3 ^e × 8 904
Sous-lieutenant			10 ^e × 13 674
Luitenant	284 280	447 732	3 ^e × 8 904
Lieutenant			10 ^e × 13 674
Kapitein	298 920	476 046	3 ^e × 8 904
Capitaine			11 ^e × 13 674
Kapitein-commandant	318 920	496 048	3 ^e × 8 904
Capitaine-commandant			11 ^e × 13 674
Majoor	359 200	569 080	6 ^e × 15 900
Major			6 ^e × 19 080
Luitenant-kolonel/Lieutenant-colonel	405 840	653 880	13 ^e × 19 080
Kolonel	449 300	735 500	13 ^e × 19 080
Colonel			2 ^e × 19 080

TABEL 2. — TABLEAU 2

Officieren van het gebrevetteerd varend en van het reserve-varend personeel van de luchtmacht die niet gesproken zijn uit de Applicatieschool van de Koninklijke Militaire School of uit de Polytechnische afdeling van deze school. — Officiers du personnel navigant breveté et de réserve de la force aérienne qui ne sont pas issus de l'Ecole d'application de l'Ecole royale militaire ou de la Division polytechnique de cette école

	Minimumwedde — Traitement minimum	Maximumwedde — Traitement maximum	Tussentijdse verhogingen — Augmentations intercalaires
Onderluitenant Sous-lieutenant	273 480	388 562	3 ^e × 8 904 5 ^e × 13 674
Luitenant Lieutenant	293 184	388 266	3 ^e × 8 904 5 ^e × 13 674
Kapitein Capitaine	323 920	432 676	3 ^e × 8 904 6 ^e × 13 674
Kapitein-commandant Capitaine-commandant	345 632	496 046	3 ^e × 13 674 8 ^e × 13 674
Majoor Major	391 000	569 080	4 ^e × 15 900 6 ^e × 19 080
Luitenant-kolonel/Lieutenant-colonel	444 000	653 880	11 ^e × 19 080
Kolonel Colonel	467 460	735 500	11 ^e × 19 080 2 ^e × 19 080

TABEL 3. — TABLEAU 3

Officieren gesproken uit de Applicatieschool van de Koninklijke Militaire School of uit de Polytechnische afdeling van deze school. (Anderen dan degenen bedoeld in tabel 4). — Officiers issus de l'Ecole d'application de l'Ecole royale militaire ou de la Division polytechnique de cette école. (Autres que ceux visés au tableau 4)

	Minimumwedde — Traitement minimum	Maximumwedde — Traitement maximum	Tussentijdse verhogingen — Augmentations intercalaires
Onderluitenant Sous-lieutenant	343 440	525 972	3 ^e × 8 904 10 ^e × 15 582
Luitenant Lieutenant	343 440	525 972	3 ^e × 8 904 10 ^e × 15 582
Kapitein Capitaine	353 440	535 972	3 ^e × 8 904 10 ^e × 15 582
Kapitein-commandant Capitaine-commandant	363 440	545 972	3 ^e × 8 904 10 ^e × 15 582
Majoor Major	391 000	569 080	4 ^e × 15 900 6 ^e × 19 080
Luitenant-kolonel/Lieutenant-colonel	424 920	653 880	12 ^e × 19 080
Kolonel Colonel	449 300	735 500	13 ^e × 19 080 2 ^e × 19 080

TABEL 4. — TABLEAU 4

Officieren van het gebrevetteerd varend en van het reserve-varend personeel van de luchtmacht die gesproken zijn uit de Applicatieschool van de Koninklijke Militaire School of uit de Polytechnische afdeling van deze school. — Officiers du personnel navigant breveté et de réserve de la force aérienne qui sont issus de l'Ecole d'application de l'Ecole royale militaire ou de la Division polytechnique de cette école

	Minimumwedde — Traitement minimum	Maximumwedde — Traitement maximum	Tussentijdse verhogingen — Augmentations intercalaires
Onderluitenant Sous-lieutenant	343 440	525 972	3 ^e × 8 904 10 ^e × 15 582
Luitenant Lieutenant	352 344	525 972	2 ^e × 8 904 10 ^e × 15 582
Kapitein Capitaine	362 344	535 972	2 ^e × 8 904 10 ^e × 15 582
Kapitein-commandant Capitaine-commandant	387 926	545 972	2 ^e × 8 904 9 ^e × 15 582
Majoor Major	422 800	569 080	2 ^e × 15 900 6 ^e × 19 080
Luitenant-kolonel/Lieutenant-colonel	463 080	653 880	10 ^e × 19 080
Kolonel Colonel	487 460	735 500	11 ^e × 19 080 2 ^e × 19 080

TABEL 5. — TABLEAU 5

Officieren van het korps van de geneesheren, van de apothekers, van de dierenartsen en van de tandartsen
 Officiers du corps des médecins, des vétérinaires, des pharmaciens et des dentistes

	Minimumwedde — Traitement minimum	Maximumwedde — Traitement maximum	Tussentijdse verhogingen — Augmentations intercalaires
Onderluitenant Sous-lieutenant	343 440	525 972	3 ^e × 8 904 10 ^e × 15 582
Luitenant Lieutenant	343 440	525 972	3 ^e × 8 904 10 ^e × 15 582
Kapitein Capitaine	353 440	535 972	3 ^e × 8 904 10 ^e × 15 582
Kapitein-commandant Capitaine-commandant	363 440	545 972	3 ^e × 8 904 10 ^e × 15 582
Majoor Major	391 000	569 080	4 ^e × 15 900 6 ^e × 19 080
Luitenant-kolonel/Lieutenant-colonel	424 020	653 880	12 ^e × 19 080
Kolonel Colonel	449 300	735 500	13 ^e × 19 080 2 ^e × 19 080

TABEL 6. — TABLEAU 6

Wedden met enig bedrag. — Traitements à taux unique

Luitenant-generaal/Lieutenant général	954 000
Generaal-majoor/Général-major	848 000

TABEL 7. — TABLEAU 7

Onderofficieren (anderen dan degenen bedoeld bij de tabellen 8 en 9)
 Sous-officiers (autres que ceux visés aux tableaux 8 et 9)

	Sergeant — Sergent	1e Sergeant — 1er Sergent	1e Sergeant-majoor — 1er Sergent-majoor	Adjutant — Adjutant	Adjutant-chef — Adjutant-chef
Minimumwedde Traitement minimum	163 088	172 992	190 800	197 160	232 140
Maximumwedde Traitement maximum	279 640	293 832	311 640	318 000	361 884
Tussentijdse verhogingen	3 ^e × 3 816 2 ^e × 3 680	3 ^e × 3 816 1 ^e × 3 816	3 ^e × 3 816 1 ^e × 3 816	3 ^e × 3 816 1 ^e × 3 616	3 ^e × 3 816 1 ^e × 3 816
Augmentations intercalaires	11 ^e × 8 904	1 ^e × 5 088 2 ^e × 10 176 9 ^e × 8 904	1 ^e × 5 088 2 ^e × 10 176 9 ^e × 8 904	11 ^e × 5 088 2 ^e × 10 176 9 ^e × 8 904	1 ^e × 5 088 2 ^e × 10 176 10 ^e × 8 904

TABEL 8. — TABLEAU 8

Onderofficieren van het gebrevetteerd varend personeel van de luchtmacht
 Sous-officiers du personnel navigant breveté de la force aérienne

	Sergeant — Sergent	1e Sergeant — 1er Sergent	1e Sergeant-majoor — 1er Sergent-majoor	Adjutant — Adjutant	Adjutant-chef — Adjutant-chef
Minimumwedde Traitement minimum	163 088	172 992	190 800	212 424	252 492
Maximumwedde Traitement maximum	279 640	293 832	311 640	318 000	361 884
Tussentijdse verhogingen	3 ^e × 3 816 2 ^e × 3 680	3 ^e × 3 816 1 ^e × 3 816	3 ^e × 3 816 1 ^e × 3 816	1 ^e × 5 088 2 ^e × 10 176	1 ^e × 10 176 1 ^e × 10 176
Augmentations intercalaires	11 ^e × 8 904	1 ^e × 5 088 2 ^e × 10 176 9 ^e × 8 904	1 ^e × 5 088 2 ^e × 10 176 9 ^e × 8 904	9 ^e × 8 904	10 ^e × 8 904

TABEL 9. — TABLEAU 9

Muzikanten van het orkest van de Muziekkapel der Gidsen
Musiciens de l'orchestre de la Musique des Guides

	Muzikant 1e klasse Musicien de 1re classe	Onderkapelmeester Sous-chef de musique			Hoofdonderkapelmeester Sous-chef de musique principal
		Instrumentist Instrumentiste	2e solist 2e soliste	1e solist 1er soliste	
Minimumwedde Traitement minimum	190 800	197 160	213 060	232 140	237 440
Maximumwedde Traitement maximum	311 640	318 000	333 900	361 884	382 448
Tussentijdse verhogingen	3 ^e × 3 816 1 ^e × 3 816	3 ^e × 3 816 1 ^e × 3 816	3 ^e × 3 816 1 ^e × 3 816	3 ^e × 3 816 1 ^e × 3 816	3 ^e × 7 632 12 ^e × 10 176
Augmentations intercalaires	1 ^e × 5 088 2 ^e × 10 176 9 ^e × 8 904	1 ^e × 5 088 2 ^e × 10 176 9 ^e × 8 904	1 ^e × 5 088 2 ^e × 10 176 9 ^e × 8 904	1 ^e × 5 088 2 ^e × 10 176 10 ^e × 8 904	

TABEL 10. — TABLEAU 10

Soldaten, korporaals en korporaals-chef
Soldats, caporaux et caporaux-chefs

	Minimumwedde Traitement minimum	Maximumwedde Traitement maximum	Tussentijdse verhogingen Augmentations intercalaires
	Soldaat/Soldat	146 062	176 172
Korporaal/Caporal	161 238	193 980	3 ^e × 1 614 7 ^e × 2 200 5 ^e × 2 500
Korporaal-chef/Caporal-chef	181 390	214 132	3 ^e × 1 614 7 ^e × 2 200 5 ^e × 2 500

Bijlage B. — Annexe B

Gewaarborgde minimumwedden. — Traitements minimums garantis

a) — Officier van het korps van de geneesheren, van de apothekers, van de dierenartsen en van de tandartsen bedoeld bij artikel 13, § 1, 1^o.

— Officier du corps des médecins, des pharmaciens, des vétérinaires ou des dentistes visé à l'article 13, § 1er, 1^o.
361 248

b) — Reserveofficier bedoeld bij artikel 13, § 1, 2^o, en als hulppersoneel aangesteld officier bedoeld bij artikel 13, § 1, 3^o.
— Officier de réserve visé à l'article 13, § 1er, 2^o, et officier commissionné au titre auxiliaire visé à l'article 13, § 1er, 3^o.

	Reserveofficier geneesheer, dierenarts, apotheker of tandarts	Officier van het reserve- varend personeel van de luchtmacht	Andere officieren
	Officier de réserve médecin, vétérinaire, pharmacien ou dentiste	Offier du personnel navigant de réserve de la force aérienne	Autres officiers
Onderluitenant/Sous-lieutenant	361 248	273 480	273 480
Luitenant/Lieutenant	361 248	310 992	302 068
Kapitein/Capitaine	380 152	350 632	352 980
Kapitein-commandant Capitaine-commandant	421 316	400 328	400 328
Majoor/Major	492 760	433 700	454 600
Luitenant-kolonel/Lieutenant-colonel	577 560	539 400	558 480
Kolonel/Colonel	640 100	621 020	640 100

Bijlage C. — Annexe C

Gelijkwaardigheid der graden. — Equivalence des grades

Benaming van de basisgraad — Dénomination du grade de base	Gelijkwaardige graden — Grades équivalents	
	Land, lucht- en zeemacht en medische dienst — Forces terrestre, aérienne et navale et le service médical	Andere muzikanten dan die van het orkest van de muziekcapel der Gidsen — Musiciens autres que ceux de l'orchestre de la musique des Gidses
Soldaat Soldat	Matroos Matelot	Muzikant 5e klasse Musicien de 5e classe
Korporaal Caporal	Brigadier, 1e matroos Brigadier, 1er matelot	Muzikant 4e klasse Musicien de 4e classe
Korporaal-chef Caporal-chef	Brigadier-chef, kwartiermeester Brigadier-chef, quartier-maître	Muzikant-chef van 4e klasse Musicien-chef de 4e classe
Sergeant Sergent	Wachtmeester, tweede meester Maréchal des logis, second maître	Muzikant 3e klasse Musicien de 3e classe
1e sergeant 1er sergent	1e wachtmeester, meester 1er maréchal des logis, maître	Muzikant 2e klasse Musicien de 2e classe
1e sergeant-majoor 1er sergent-major	1e opperwachtmeester, 1e meester 1er maréchal des logis-chef, 1er maître	Muzikant 1e klasse Musicien de 1re classe
Adjutant Adjutant	1e meester-chef 1er maître-chef	Onderkapelmeester Sous-chef de musique
Adjutant-chef Adjutant-chef	Oppermeester Maître principal	Hoofdonderkapelmeester Sous-chef de musique principal
Onderluitenant Sous-lieutenant	Vaandrig-ter-zee 2e klasse Geneesheer-onderluitenant (*) Enseigne de vaisseau de 2e classe Médecin sous-lieutenant (*)	
Luitenant Lieutenant	Vaandrig-ter-zee Enseigne de vaisseau Geneesheer-luitenant (*) Médecin lieutenant (*)	
Kapitein Capitaine	Luitenant-ter-zee Geneesheer-kapitein (*) Lieutenant de vaisseau Médecin capitaine (*)	
Kapitein-commandant Capitaine-commandant	Luitenant-ter-zee 1e klasse Geneesheer-commandant (*) Lieutenant de vaisseau de 1re classe Médecin commandant (*)	
Majoor Major	Korvetkapitein Geneesheer-majoor (*) Capitaine de corvette Médecin major (*)	
Luitenant-kolonel Lieutenant-colonel	Fregatkapitein Geneesheer-luitenant-kolonel (*) Kapitein-ter-zee Geneesheer-kolonel (*)	
Kolonel Colonel	Kapitein-ter-zee Geneesheer-kolonel (*) Capitaine de vaisseau Médecin colonel (*)	
Generaal-majoor Général-major	Divisieadmiraal Geneesheer-generaal-majoor Amiral de division Médecin général-major	

*) Voor de officieren apothekers, tandartsen en dierenartsen: dezelfde graden als voor de geneesheren, met dien verstande dat naargelang van het geval het woord « geneesheer » vervangen wordt door « apotheker », « tandarts » of « dierenarts ».

*) Pour les officiers pharmaciens, dentistes et vétérinaires: les mêmes grades que ceux des médecins, en remplaçant toutefois le mot « médecin » par « pharmacien », « dentiste » ou « vétérinaire » selon le cas.

Gelijkwaardige graden

Grades équivalents

Benaming van de basisgraad

Dénomination du grade de base

Luitenant-generaal

Lieutenant général

Land-, lucht- en zeemacht
en medische dienstForces terrestre, aérienne et navale
et le service médicalVice-admiraal
Geneesheer-luitenant-generaal
Vice-amiral
Médecin lieutenant généralAnderen muzikanten
dan die van het orkest
van de muziekkapel der GidsenMusiciens
autres que ceux de l'orchestre
de la musique des Guides

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 23 november 1982.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 23 novembre 1982.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Landsverdediging,
F. VREVENDe Minister van Begroting,
Ph. MAYSTADT

BAUDOIN

Par le Roi :
Le Ministre de la Défense nationale,
F. VREVENLe Ministre du Budget,
Ph. MAYSTADT

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE

F. 83 — 81

19 MAI 1982. — Arrêté royal confirmant certaines conditions sectorielles pour le déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics. — Errata

Au *Moniteur belge* n° 156 du 14 août 1982, il y a lieu d'apporter les corrections suivantes :

— à la page 9321, 9e alinéa (texte néerlandais) lire : « Gelet op het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing van afvalwater, afkomstig van de suikerindustrie en de bietenrasperijen in de openbare riolen en in de gewone oppervlaktewateren; » au lieu de : « Gelet op het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 tot vaststelling van de sectoriële voorwaarde voor de lozing van afvalwater afkomstig van de suikerindustrie en de bietenrasperijen, in de openbare riolen en in de gewone oppervlaktewateren; »

— à la même page, 10e alinéa (texte néerlandais) lire : « Gelet op het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 tot vaststelling van de sectoriële voorwaarde voor de lozing van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren afkomstig van de steenkolenmijnen en de hieraan verbonden nevenbedrijven voor de voortbrengst en de valorisatie van de steenkolen; » au lieu de : « Gelet op het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing van afvalwater afkomstig van de steenkolenmijnen en de hieraan verbonden nevenbedrijven voor de voortbrengst en de valorisatie van de steenkolen; »

— à la page 9323, 5e alinéa, lire : « Vu l'avis de l'Exécutif flamand donné le 11 mars 1982, l'avis de l'Exécutif de la Région wallonne donné le 24 mars 1982 et l'avis de l'Exécutif de la Région bruxelloise donné le 5 avril 1982; » au lieu de : « Vu l'avis de l'Exécutif flamand, de l'Exécutif de la Région wallonne et de l'Exécutif de la Région bruxelloise donné le ... ».

— à la même page, article 1er, 7e alinéa (texte néerlandais) lire : « — Artikel 3 van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren afkomstig van de steenkolenmijnen en de hieraan verbonden nevenbedrijven voor de voortbrengst en de valorisatie van de steenkolen; » au lieu de :

« — Artikel 3 van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren afkomstig van de steenkolenmijnen en de hieraan verbonden nevenbedrijven voor de voortbrengst en de valorisatie van de steenkolen; »

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID EN VAN HET GEZIN

N. 83 — 81

19 MEI 1982. — Koninklijk besluit tot bevestiging van sommige sectoriële voorwaarden voor de lozing van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen. — Errata

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 156 van 14 augustus 1982 dienen de volgende verbeteringen aangebracht te worden :

— op bladzijde 9321, 9e alinea (Nederlandse tekst) lezen : « Gelet op het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing van afvalwater, afkomstig van de suikerindustrie en de bietenrasperijen, in de openbare riolen en in de gewone oppervlaktewateren; » i.p.v. : « Gelet op het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing van afvalwater in afkomstig van de suikerindustrie en de bietenrasperijen, in de openbare riolen en in de gewone oppervlaktewateren; »

— op dezelfde bladzijde, 10e alinea (Nederlandse tekst) lezen : « Gelet op het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 tot vaststelling van de sectoriële voorwaarde voor de lozing van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren afkomstig van de steenkolenmijnen en de hieraan verbonden nevenbedrijven voor de voortbrengst en de valorisatie van de steenkolen; » i.p.v. : « Gelet op het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren afkomstig van de steenkolenmijnen en de hieraan verbonden nevenbedrijven voor de voortbrengst en de valorisatie van de steenkolen; »

— op bladzijde 9323, 5e alinéa, lezen : « Gelet op het advies van de Vlaamse Executieve gegeven op 11 maart 1982, het advies van de Waalse Gewestexecutieve gegeven op 24 maart 1982 en het advies van de Executieve van het Brussels Gewest gegeven op 5 april 1982; » i.p.v. : « Gelet op het advies van de Vlaamse Executieve van de Waalse Gewestexecutieve en van de Executieve van het Brussels Gewest, gegeven op ... ».

— op dezelfde bladzijde, artikel 1, 7e alinea (Nederlandse tekst) lezen : « — Artikel 3 van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren afkomstig van de steenkolenmijnen en de hieraan verbonden nevenbedrijven voor de voortbrengst en de valorisatie van de steenkolen; » i.p.v. :

« — Artikel 3 van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren afkomstig van de steenkolenmijnen en de hieraan verbonden nevenbedrijven voor de voortbrengst en de valorisatie van de steenkolen; ».